

REPUBLIQUE FRANCAISE • Département du Var

DECISION DU PRESIDENT N° 2023-04^{bis}
PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L 5211- 9
et 10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES

OBJET : Institution d'une régie d'avances et recettes « Eau & Assainissement du Pays de Fayence »

Vu les articles L. 5211-9 et 10 du C.G.C.T. définissant les attributions et les obligations de l'exécutif,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66--850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des Régisseurs ;

Vu l'article L.315-17 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret 2003-780 du 23/07/2003 portant attribution de la Nouvelle Bonification Indiciaire à certains personnels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire N° 170711/08 du 11/07/2017 relative à la mise en place du RIFSEEP et mettant en place une part supplémentaire « IFSE Régie » dans ce même cadre ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 200723/01 du conseil communautaire du 23 juillet 2020 portant délégation d'attributions au Président et au Bureau communautaire, et l'autorisant à créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services,

Vu la décision N°2022-41 du 17 novembre 2022

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 10 février 2023 ;

Le Président DÉCIDE :

ARTICLE 1 - La décision N°2022-41 du 17 novembre 2022 est abrogée

ARTICLE 2 - Il est institué une régie d'avances et de recettes « Eau & Assainissement du Pays de Fayence » auprès de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

ARTICLE 3 - Cette régie est installée à la Maison de l'Eau au 871 route de Fréjus, quartier le Colombier, 83440 Fayence.

ARTICLE 4 - La régie fonctionne toute l'année

ARTICLE 5 - La régie encaisse les produits suivants :

1. Factures d'eau et d'assainissement aux abonnés
2. Factures de prestations eau, assainissement collectif, assainissement non collectif
3. Factures de travaux eau, assainissement collectif, assainissement non collectif
4. Frais et produits facturés aux abonnés décrits dans les règlements des services de l'eau, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif
5. Facturation des prestations dues par les entreprises sous contrat

ARTICLE 6 - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1 : numéraire
- 2 : chèque
- 3 : carte bancaire sur le site internet (portail et lien), en vente à distance
- 4 : virement
- 5 : prélèvement
- 6 : paiement internet
- 7° : titre optique

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une facture acquittée via le logiciel de facturation JVS Oméga.

Article 7 - Le régisseur est autorisé à encaisser les recettes provenant de règlements différés dans le cadre du principe de la régie prolongée. A ce titre, il peut intervenir dans le recouvrement amiable des recettes en adressant au redevable une demande de paiement appelant son attention sur le montant des sommes restant dues ainsi que sur la date limite de règlement. Cette relance s'effectuera dans les quinze jours suivant la date limite de règlement indiquée sur la facture adressée par la régie de recettes prolongée de la régie des eaux du Pays de Fayence.

ARTICLE 8 - La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée à 6 mois à compter de la prise en charge du rôle.

ARTICLE 9 - La régie paie les dépenses suivantes :

1) Remboursement à l'abonné du dégrèvement établi :

- Au vu de l'écrêtement pour fuite calculé selon le dispositif de la loi Warsmann sur facture déjà émise et payée par l'abonné à la Régie, et ce jusqu'à la date limite de la période d'encaissement.
- Remboursement à l'abonné du dégrèvement établi pour erreur matérielle (erreur de relève, erreur de facturation), sur facture déjà émise et payée par l'abonné à la Régie, et ce jusqu'à la date limite de la période d'encaissement.

2) Remboursement pour des paiements multiples d'une même facture par l'abonné dans le délai maximum de 6 mois après la facturation.

3) Remboursement d'acompte prélevé supérieur à la facture de régularisation correspondante (pour les abonnés ayant souscrit à la mensualisation)

4) Remboursement de prestations encaissées sur travaux prévus mais non réalisés

ARTICLE 10 - Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon le mode suivant virement

ARTICLE 11 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DGFIP du Var.

ARTICLE 12 - Un fond de caisse de 350€ (trois cent cinquante euros) est mis à disposition du régisseur

ARTICLE 13 - le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 000€

ARTICLE 14 - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 40 000€

ARTICLE 15 - Le régisseur est tenu de verser au Service de Gestion Comptable (SGC) de l'Esterel à Fréjus le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 13 et au minimum une fois par mois

ARTICLE 16 - Le régisseur verse auprès du Service de Gestion Comptable (SGC) de l'Esterel à Fréjus la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois

ARTICLE 17 - Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 18 - Le régisseur percevra la Nouvelle Bonification Indiciaire relative aux fonctionnaires assurant les fonctions de régisseurs d'avances et de recettes selon la réglementation en vigueur, ainsi que la part supplémentaire « IFSE Régie » fixée dans l'acte de nomination et versée mensuellement dans la limite des plafonds réglementaires applicables à l'IFSE.

ARTICLE 19 - En application de l'article I. 5211-10 du C.G.C.T., il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'organe délibérant.

ARTICLE 20 - Le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

A Tourrettes le 10 février 2023



René UGO, Président